

**« Eau, Assainissement
et Habitat »**

*Un engagement humanitaire
qui sauve des vies*



CICR

SOMMAIRE

DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

J.-M. Henckaerts : « Pour le CICR, garantir aux victimes de la guerre l'accès à l'eau...est une priorité... »

LE CICR EN ACTION

Guinée : Améliorer l'accès à l'eau potable...

DÉTENTION

Madagascar : Pour des prisons sans peste

APPROVISIONNEMENT

Sénégal : L'eau coule à nouveau à Mandina Thierno en Casamance

RD Congo : Quand l'eau potable se fait rare près du grand Lac Kivu

ACCÈS À L'EAU

Niger : De l'eau pour les migrants en détresse

Niger : Plus d'eau pour moins de tensions communautaires à Inaza

HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Côte d'Ivoire : La promotion de l'hygiène favorise la cohésion sociale

RÉFUGIÉS

Mauritanie : De l'eau potable pour les détenus et les réfugiés maliens

www.cicr.org



Photo couverture :
Jeune guinéenne en train
de puiser de l'eau à Coyah
(Guinée)

© Alyona Synenko/CICR

Editorial

« Eau, assainissement, habitat », un engagement humanitaire qui sauve des vies

La délégation régionale du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Dakar et d'autres représentations à travers l'Afrique ont contribué à la réalisation de ce numéro, consacré à l'accès aux services et biens essentiels que sont l'Eau, l'Assainissement et l'Habitat. Les interventions humanitaires du CICR ont peu à peu intégré des projets Eau et Habitat. Depuis les années 90, une approche fondée sur la santé publique est la base des interventions d'assistance.

La prévalence de conflits prolongés a incité le CICR à adopter une vision à long terme et à mettre l'accent sur la pérennité de ses actions. Son objectif, au sein des communautés affectées par les crises et subissant le bouleversement de leur environnement habituel, est de prévenir les maladies liées aux diverses dégradations, ceci au travers d'activités en milieu rural et urbain et touchant les différents domaines d'ingénierie liés aux infrastructures. Ces activités se font de concert avec les autorités, ceci en impliquant les partenaires et les communautés concernées. Ce dialogue est essentiel pour la pérennité des programmes.

Le CICR travaille depuis 1915 auprès des personnes détenues, le mandat a évolué d'une approche prisonnier de guerre à une approche tous détenus au milieu des années 90. L'objectif premier est de préserver la dignité, la santé des détenus, faciliter la mise en place de conditions de détention respectueuses de la personne, réduire les taux de morbidité et de mortalité.

Au cours des trente dernières années, les ingénieurs « Eau et Habitat » ont acquis des compétences spécifiques en matière de santé et de technologie environnementale dans les lieux de détention, cette expérience est partagée avec les autorités qui sont toujours les acteurs principaux dans ces lieux.

L'unité « Wathab » (comprenez Eau, assainissement et habitat) est une des composantes de l'assistance avec la santé et la sécurité économique. Elle est formée d'ingénieurs, toujours à la recherche de solutions adaptées à la culture locale et aux moyens à disposition.

Les différentes facettes de la « Wathab » sont exposées dans ce numéro à travers différents pays et différentes problématiques telles que l'accès à l'eau en République démocratique du Congo, Guinée et Sénégal, la problématique des camps de réfugiés en Mauritanie, l'éducation à l'hygiène en Côte d'Ivoire et le rapprochement entre nomades et résidents au Niger. Le difficile quotidien des migrants sur le chemin de l'exode vers l'Algérie ou la Libye est illustré à travers les projets d'eau effectués sur le parcours. Des galeries photos reflètent ces différentes situations.

Bonne lecture.

Jean-Philippe Dross
Chef de l'unité Eau, & Habitat
Division Assistance CICR Genève

Délégation régionale de Dakar

Rue 7 x B Point E
BP 5681 Dakar-Fann
T + 221 33 869 13 69
F + 221 33 824 14 16
E-mail : dak_dakar@icrc.org

Sous-délégation de Ziguinchor

Parcelles Assainies 1372
Goumel - BP 1044
T + 221 33 991 61 06
E-mail : zig_ziguinchor@icrc.org

Mission de Bissau

Bairro Thada, Rua 5 de Julho
Casa n 32 - BP 1028
T + 245 320 36 59
E-mail : bis_bissau@icrc.org

Les opinions exprimées n'engagent que
les auteurs des articles et ne reflètent
pas nécessairement l'opinion du Comité
international de la Croix-Rouge (CICR).
Coordination : M. DIOUF, D. BENCZÉDI,
A. BOUVIER

Artwork by greeneeyedesign.com

Ce que dit le DIH à propos de l'eau :

Jean-Marie Henckaerts* : « Pour le CICR, garantir aux victimes de la guerre l'accès à l'eau potable est une priorité de premier ordre. »

Jusqu'aux années 60 environ, les « conflits de l'eau » étaient principalement liés à des questions de navigation et de droit de la mer. De quelle(s) manière(s) le facteur « eau » pèse-t-il dans les conflits armés aujourd'hui ?

L'accès à l'eau est de plus en plus un facteur déclencheur de conflits armés. En période de conflit, on peut empêcher les civils d'accéder aux ressources en eau, et ce, pour différentes raisons, notamment pour les affamer ou pour les déplacer. Aujourd'hui, les conflits armés privent des millions de personnes d'eau potable. Quand les réserves d'eau sont contaminées, endommagées ou détruites, les conséquences peuvent être désastreuses : la soif, la déshydratation et les maladies viennent s'ajouter aux souffrances causées par la guerre. Pour le CICR, garantir aux victimes de la guerre l'accès à l'eau potable est une priorité de premier ordre.

Dans les grandes lignes, comment le droit international humanitaire prend-il en compte la protection de l'eau ?

Par essence, l'eau est un bien civil et, en tant que tel, elle est protégée par le droit humanitaire. L'eau est en outre indispensable à la survie de la population civile. Elle jouit par conséquent d'une protection spéciale, au même titre que les installations de traitement et de distribution d'eau.

En matière de protection de l'eau, y a-t-il des pistes d'évolution sur le plan du droit humanitaire et de la jurisprudence, par exemple dans le cadre du Tribunal pénal international. En d'autres termes est-ce un crime de guerre que de s'attaquer à l'eau ?

Les attaques contre des biens de caractère civil et, en particulier, contre des biens qui sont indispensables à la survie de la population civile, sont des crimes de guerre. À ce jour, aucune action en justice n'a toutefois été intentée devant des cours ou des tribunaux internationaux pour des attaques



BOSNIE-HERZÉGOVINE 1993 : La difficulté de trouver de l'eau potable est l'un des éléments les moins connus de ce conflit prolongé. Les équipes Eau et Assainissement du CICR furent actives dans quelque 70 municipalités – dans la ville de Mostar, par exemple, où l'eau était pompée devant un bâtiment en ruines.

« Les attaques contre des biens de caractère civil et, en particulier, contre des biens qui sont indispensables à la survie de la population civile, sont des crimes de guerre. »

contre des installations hydrauliques, bien que la possibilité existe sans aucun doute.

Les ingénieurs qui travaillent dans le domaine de l'eau – notamment ceux du CICR – et qui réparent des installations hydrauliques prennent souvent de gros risques, mais qu'en est-il de leur protection dans le cadre du droit humanitaire? Sont-ils assimilables au personnel médical ?

Ils font partie du personnel de secours humanitaire et, en tant que tel, doivent être respectés et protégés. Enfin, les attaques dirigées contre des membres du personnel arborant les emblèmes distinctifs (croix rouge, croissant rouge, cristal rouge) sont des crimes de guerre. ■

* Jean-Marie Henckaerts, Conseiller juridique, DIH, CICR
Source : cicr.org

GUINÉE : Améliorer l'accès à l'eau potable en zone urbaine (Pita)...



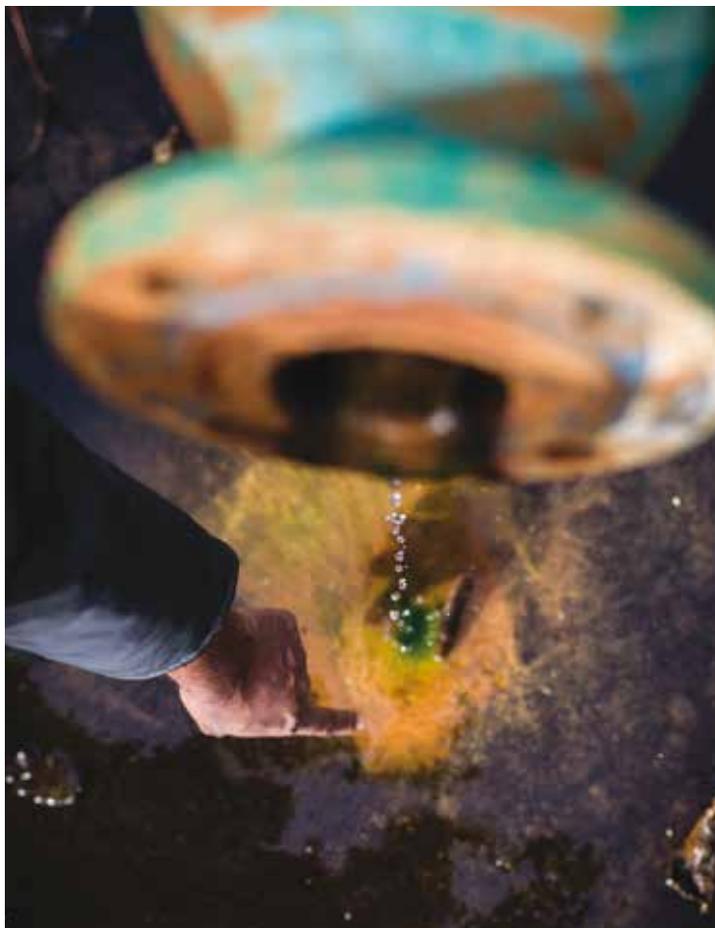
Pita, une ville de 30 000 d'habitants située dans le massif de Fouta Djallon en Moyenne Guinée attire chaque année plus de personnes des zones rurales. Le relief montagneux rend plus difficile la fourniture des quartiers situés sur des collines.



Afin de remédier au manque d'eau à Pita, le CICR a apporté son soutien à la Société d'eau de Guinée (SEG) et a construit deux forages industriels de grande capacité après plusieurs mois de travail.



Les femmes qui marchaient trois kilomètres pour trouver de l'eau ont applaudi cette amélioration car le manque d'eau pèse considérablement sur leurs tâches quotidiennes.



La capacité de production d'eau de la SEG a été triplée pour couvrir ainsi les besoins de la ville pour les dix prochaines années.

...et en milieu rural (Guela)



A Guela, un village de 2300 habitants en Guinée forestière, l'eau est collectée avec des seaux et bassines les jours de pluie. Au forage les files d'attente sont longues.



L'équipe du CICR est venue pour un suivi des travaux de construction d'un nouveau forage. « On a perdu tout espoir d'avoir de l'eau à côté de chez nous. » disent les femmes.



Une unité de gestion avec trois femmes et deux hommes a été mise en place. « Les femmes sont impliquées puisqu'elles font la corvée de l'eau tous les jours » dit le chef du village.

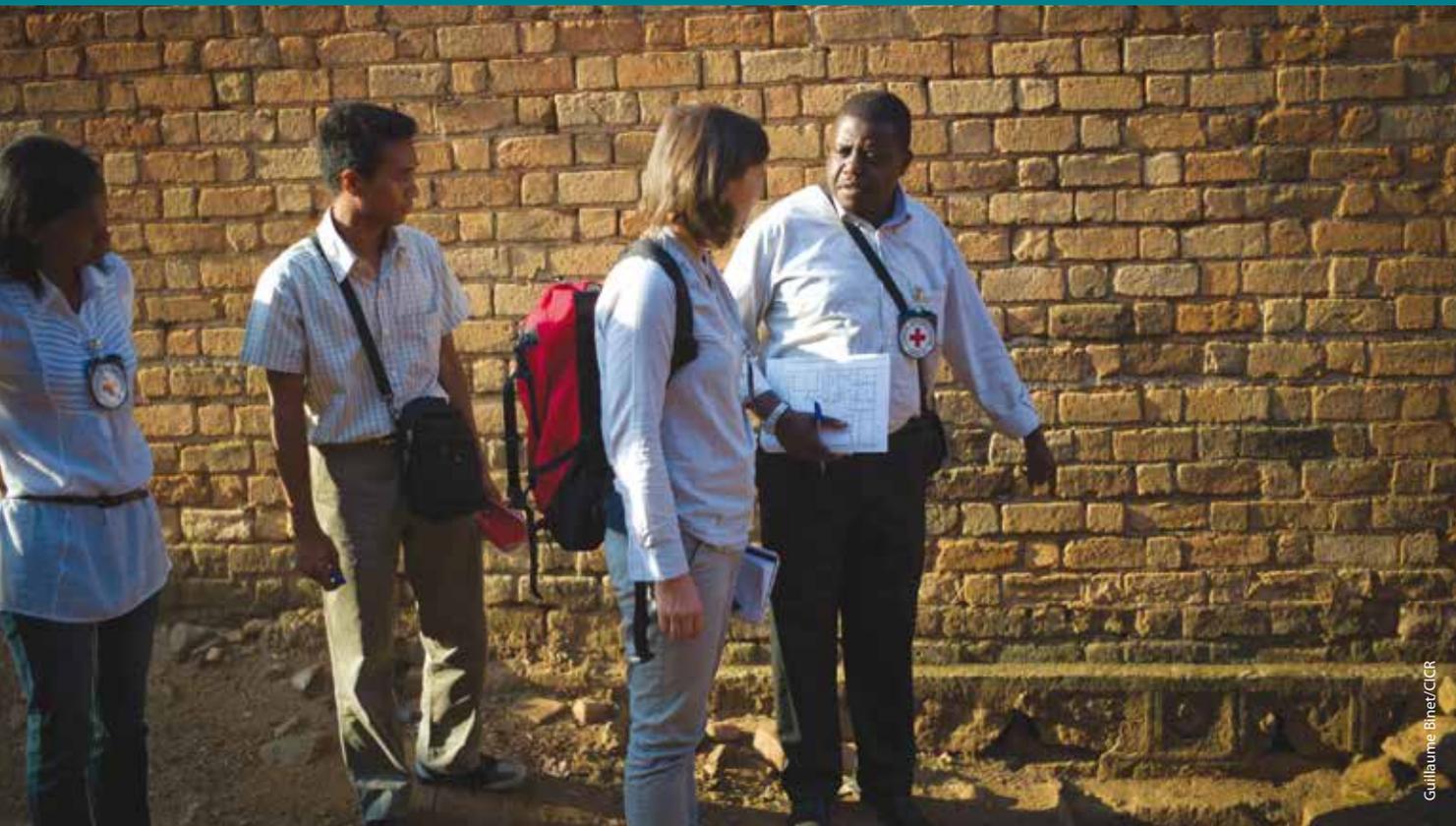


Théophile est réparateur artisan du groupe électrogène, il a appris à le faire. « Ce travail est très important pour toute la population. » ajoute-t-il.

Textes et photos :
Alyona Synenko/CICR

Madagascar : Pour des prisons sans peste

Les mauvaises conditions d'hygiène, la surpopulation carcérale et la présence des rats, rendent les détenus vulnérables à la peste. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'Institut pasteur de Madagascar, l'Ambassade de Suisse, le Ministère de la Santé Publique, le Ministère de la Justice et les autorités pénitentiaires malgaches ont ainsi mené depuis février 2012 un vaste programme d'assainissement et de dératisation en milieu carcéral, entre autres à la Maison Centrale d'Antanimora, où sont détenues plus de 3000 personnes.



Jean Marcel et l'équipe CICR, lors d'une distribution d'articles pour l'hygiène individuelle des détenus, Maison Centrale d'Antanimora, Madagascar.

Lors de l'exécution du programme, Jean Marcel, délégué Eau et Habitat a surtout apprécié l'esprit d'ouverture et d'écoute des autorités pénitentiaires avec lesquelles le CICR et ses partenaires ont travaillé étroitement.

« Elle pourrait vite faire des ravages à l'intérieur des prisons, vu la surpopulation et le problème d'hygiène en détention, sans des mesures de prévention efficaces. Si la peste se déclarait en prison, le mouvement des membres des familles de détenus et des agents pénitentiaires pourrait aussi propager la maladie à l'extérieur »

Empêcher la propagation de la peste en prison

A Madagascar et aux Comores, le programme Eau et Habitat est axé sur l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans les lieux de détention, ainsi que des conditions d'hygiène et des infrastructures afin de les conformer aux normes standards recommandées par le CICR.

Bien qu'on pense que la peste soit éradiquée de la surface de la Terre, dans certains pays comme Madagascar, la peste fait encore 500 cas en moyenne chaque année. Selon Jean Marcel, *« Elle pourrait vite faire des ravages à l'intérieur des prisons, vu la surpopulation et le problème d'hygiène en détention, sans des mesures de prévention efficaces. Si la peste*

se déclarait en prison, le mouvement des membres des familles de détenus et des agents pénitentiaires pourrait aussi propager la maladie à l'extérieur ». En 2012, le délégué Eau et Habitat mobilise alors différents partenaires afin de lancer une campagne de dératisation, les puces se nichant dans les poils des rats étant les principaux vecteurs de la maladie. Ce sont ensuite ces puces qui peuvent infecter les humains.

Le programme de lutte contre les rats et la prévention contre la peste touche actuellement onze établissements à Madagascar. Grâce à cette campagne de prévention, les lieux de détention ont été épargnés par la maladie. Au cours de l'opération, le CICR a associé les détenus et les autorités de la prison aux opérations ponctuelles de désinfection et de pulvérisation d'insecticide dans les cellules. Des pièges à rats ont également été posés. En 2012, lors de la première campagne, 1 600 rats avaient été capturés.

Les résultats du programme ont été encourageants et s'inscrivent dans l'amélioration des conditions générales d'hygiène dans les prisons, selon Jean Marcel. A l'heure actuelle, bien que Jean Marcel ait quitté la délégation régionale du CICR pour l'océan Indien, basée à Madagascar, la campagne de désinsectisation et de prévention continue bel et bien.

« Cette campagne de dératisation fait partie de l'approche intégrée adoptée pour nos programmes en détention. Une approche qui permet des interventions multidisciplinaires en termes de Protection, Santé, Nutrition, Eau et Habitat. Cette synergie augmente la crédibilité de l'Institution vis-à-vis des autorités tout en donnant des résultats directs pour nos bénéficiaires », conclut le délégué. ■

Narindra Rakotonanahary
Responsable du département Communication
Délégation régionale pour l'Océan Indien CICR

Profession délégué Wathab

Jean Marcel Kavaruganda est délégué WatHab (Eau, assainissement et Habitat) au CICR depuis 7 ans. Architecte de formation, diplômé de l'Institut Supérieur d'Architecture Saint Luc de Bruxelles et titulaire d'un Master en « *Water Management* » de la Cranfield University, Royaume-Uni, il a quitté ses bureaux feutrés en Belgique pour rejoindre les sentiers poussiéreux de l'humanitaire.

En 2000, Jean Marcel s'engage pour sa première mission humanitaire avec Médecins sans Frontières (MSF), où son épouse travaille déjà comme médecin. « *Nous avons l'opportunité de partir à deux sur une même mission* », se souvient-il. Alors qu'il est au Zimbabwe, les nombreuses sollicitations des délégués CICR lui font entrevoir des possibilités dans le domaine de l'hygiène et l'assainissement. Après une candidature concluante, il rejoint le CICR en 2007.

Avec le CICR, Jean Marcel a d'abord travaillé en Centrafrique puis en Guinée Conakry, où il fallait construire et réhabiliter des centres de santé et des blocs opératoires. Mais il fallait aussi favoriser l'accès à l'eau en milieu urbain et en milieu rural, renforcer la promotion à l'hygiène, construire des latrines, pour la population civile en zones de conflits ou dans des zones susceptibles de recevoir des populations vulnérables tels que les déplacés... bref un bon paquet d'activités.

« *A cette époque, la Guinée étant entourée de pays qui sortaient des conflits internes, l'afflux de populations ayant fui les conflits accroissait les besoins en eau et l'accès aux soins. Le CICR appuyait alors le gouvernement pour l'approvisionnement en eau potable de certaines villes qui subissaient indirectement les conséquences de ces conflits en accueillant les victimes.* », commente Jean Marcel.

C'est avec le CICR qu'il affirme avoir découvert d'autres populations cibles, particulièrement les personnes privées de liberté...

Jusqu'en juillet 2014, Jean Marcel est délégué WatHab à la délégation régionale pour l'océan Indien, basée à Madagascar où la principale mission du CICR est le travail en détention. Il y a contribué à améliorer les conditions de vie et d'hygiène dans les prisons.



Jean Marcel, Kavaruganda, en visite à la prison centrale d'Antanimora, Madagascar.

Sénégal : L'eau coule à nouveau à Mandina Thierno en Casamance

Les populations du village de Mandina Thierno en Casamance (au sud du Sénégal) bénéficient d'un important programme de réhabilitation et d'approvisionnement en eau potable mis en place par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Et les habitants autrefois déplacés reviennent vivre dans leur village d'origine.



Des enfants autour d'une borne fontaine à Mandina Thierno.



Une habitante de Mandina Thierno s'approvisionne en eau à la borne fontaine.

Le conflit armé en Casamance a eu, entre autres conséquences la dégradation des conditions de vie sociales et économiques mais aussi sanitaires dans cette partie méridionale du pays. Comme de nombreuses localités, le village de Mandina Thierno a été durement éprouvé par le conflit armé. La recherche d'une plus grande sécurité a poussé beaucoup de ses habitants à s'installer dans la ville de Ziguinchor située à 8 km, même si les conditions de vie y sont plus difficiles pour les villageois. Le village avait été presque déserté par ses habitants, environ 48 familles.

L'eau, une condition au retour

Pour ceux restés sur place, le manque d'eau a toujours été une préoccupation majeure. Car le seul forage de la localité n'a jamais été fonctionnel et certains puits ont subi un tarissement régulier tandis que d'autres étaient dans un état de délabrement avancé. Ce qui avait entraîné une baisse de la production maraîchère des jardins de la localité.

« La mise en place du système d'eau est le fruit d'une synergie entre la population locale, le Service régional de l'hydraulique et le CICR. »

Des travaux de réhabilitation du forage ont été entrepris de concert avec la communauté. Et l'eau est revenue dans les bornes fontaines du village grâce à un système alimenté à l'énergie solaire. Un changement majeur pour une localité où le manque d'eau était un problème chronique.

La disponibilité de l'eau et l'accalmie revenue, ont suscité l'espoir des populations et rendu le contexte favorable à un retour dans la zone. D'autant que les conditions de vie à Ziguinchor étaient des plus difficiles. Le CICR a appuyé ce retour au bercail ainsi que la réinstallation.

La mise en place du système d'eau est le fruit d'une synergie entre la population locale, le Service régional de l'hydraulique et le CICR. Le Service de l'hydraulique a participé au diagnostic et la mise à disposition du matériel de nettoyage du forage, ainsi qu'à l'encadrement dans la mise en place du comité de gestion communautaire.

Alors que le comité veille au bon fonctionnement de l'ouvrage, une nouvelle dynamique s'est créée autour du forage, rendant possible la relance d'activités abandonnées depuis une dizaine d'années.

Les habitants apprécient...

« Beaucoup voulaient revenir mais ils pensaient surtout au coût des matériaux de construction (zinc, rôniers,...) et à l'eau parce qu'ils n'en avaient pas les moyens financiers. On disposait d'un seul puits pour tout le monde qui ne pouvait pas combler les besoins de tous en maçonnerie. C'était donc un moment critique pour tous. Et c'est quand le CICR est venu que nous avons pu disposer de notre forage et cela a facilité l'accès à l'eau pour tout le monde.

C'est en 1998 - si je me souviens bien - qu'on a quitté pour aller nous réfugier à Ziguinchor pour certains, et en Guinée

Bissau. Ces derniers sont revenus ici, suite à des difficultés. Nous sommes des agriculteurs et nous voulons vivre comme avant, de cette activité.

Le CICR nous a aidés à un moment crucial et cela, nous de Mandina Thierno, nous ne l'oublions jamais. »

**Imam Ahmed Mactar Diallo,
habitant de Mandina Thierno**

La renaissance d'un terroir abandonné

D'autre part le CICR a apporté un soutien aux populations retournées dans la reconstruction des maisons et la relance d'activités économiques. Des tôles, des tiges de palmiers-rôniers et des clous... ont été mis à leur disposition pour la construction des habitations. Cette aide au retour a été déterminante pour vaincre les réticences face aux coûts de la réinstallation.

Le système d'eau implanté à Mandina Thierno profite aussi à d'autres localités. Les villages de Mandina Mancagne et Mandina Kaguille, distants seulement de quelques kilomètres, s'approvisionnent à partir du forage.

Un système réhabilité, de l'eau à suffisance, un comité villageois dynamique, tels sont les jalons posés pour la renaissance des populations qui avaient perdu tout espoir de renouer avec une terre abandonnée, à cause d'un conflit dont elles sont les premières victimes.

Une nouvelle ère s'ouvre dans la vie des populations des « trois Mandina ». ■

**Lazar Sagna, assistant communication
avec Equipe Eau&Habitat
CICR Ziguinchor**

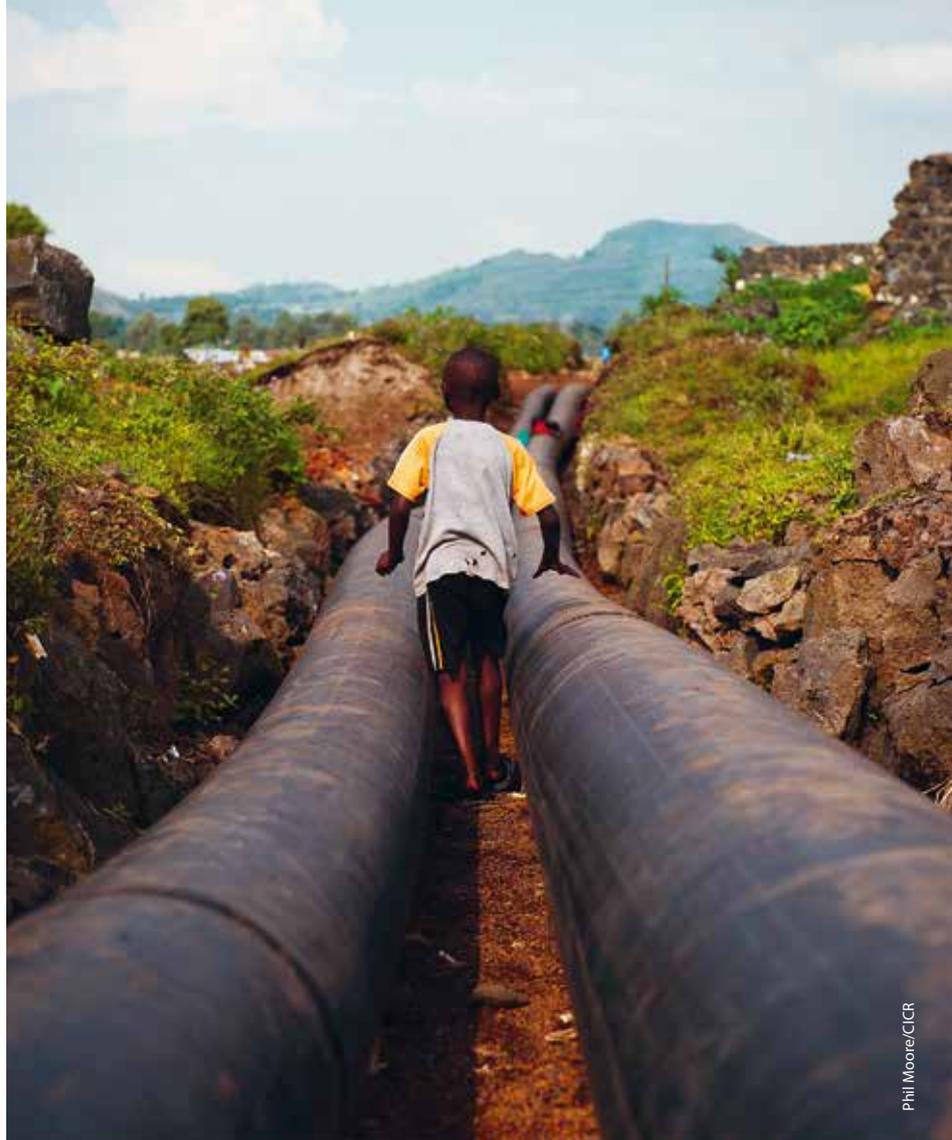


Dispositif d'énergie solaire mis en place à Mandina Thierno.

CICR, plus de trois décennies de Wathab



Omar Saad/CICR



Phil Moore/CICR

République démocratique du Congo 1998. L'est du Congo connaît une série d'événements dramatiques ces vingt dernières années, de l'afflux d'un million de réfugiés en 1994 à l'éruption volcanique qui frappa la ville de Goma. Le CICR avait remis en état des systèmes vitaux de distribution d'eau dans certaines villes des cinq provinces les plus touchées par le conflit.

IRAK 1991
Pour les ingénieurs du CICR qui étaient à Bagdad, cette opération constituait un tournant. C'était la première fois qu'ils devaient réparer un système très sophistiqué d'approvisionnement en eau de cette taille.



Fred Grimm/CICR

Soudan 1986-1989
Femme déplacée buvant de l'eau (Yirol, Pagasau).



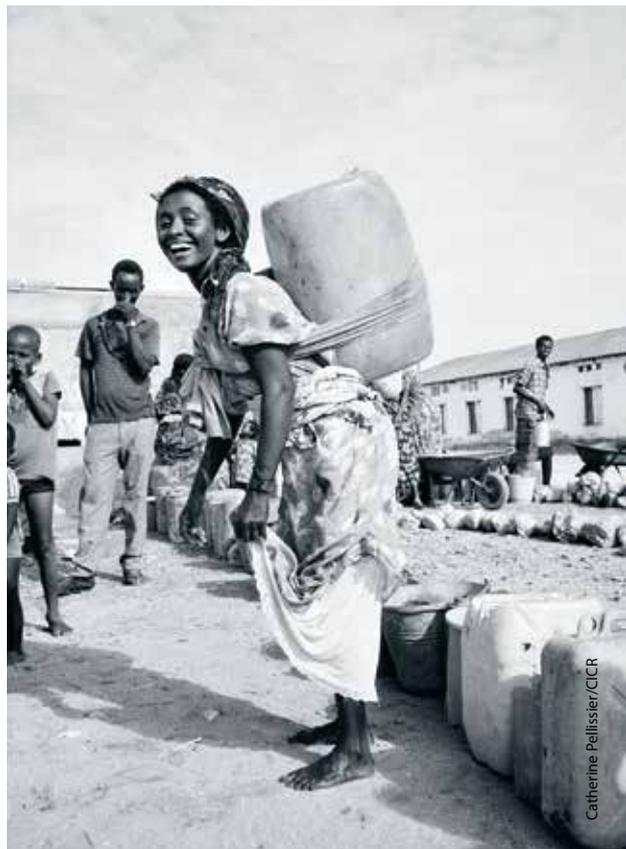
Paul Grabhorn/CICR

Burundi 1995. A cause des violences politiques quelque 100 000 résidents et personnes déplacées dans la plaine de l'Imbo, au nord-ouest de Bujumbura, étaient privés d'eau. Fin septembre 1995, de nombreux villages et camps pour personnes déplacées bénéficiaient d'un approvisionnement en eau.



Till Mayer/CICR

Monrovia/Libéria. Une équipe du CICR désinfecte au chlore un puits réhabilité.



Catherine Pellissier/CICR

Somalie 1992. Quand la guerre civile a éclaté en Somalie en 1991, il était de plus en plus difficile d'avoir accès à l'eau. Pour le CICR, la réhabilitation de points d'eau tels que celui-ci est cruciale pour l'assistance aux populations.

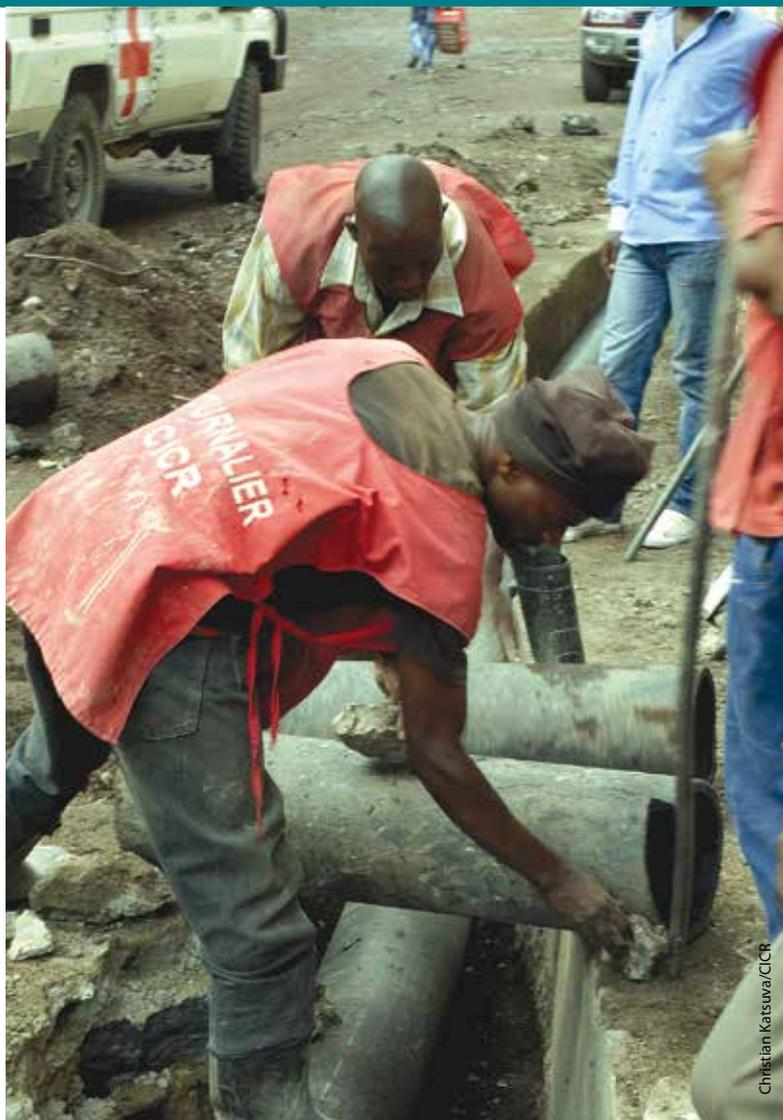


Luz Luzemo/CICR

Angola 1988. Pendant le conflit le CICR réussit à obtenir des garanties de sécurité pour reprendre ses activités dans les provinces de Huambo, Bié et Benguela, après de longues négociations avec toutes les parties. Les ingénieurs sanitaires du CICR allaient mener à bien des projets dans 25 villes, pour des milliers de personnes déplacées et résidents.

RD Congo : Quand l'eau potable se fait rare près du grand Lac Kivu

Le réseau de distribution déjà endommagé par les conséquences du conflit avait du mal à satisfaire une population en hausse à cause de l'insécurité. Alors que l'eau du Lac restait la seule alternative pour les populations, un appui du CICR à la société de distribution d'eau a permis une réhabilitation. A terme ce sont quelque 800 mille personnes qui pourront éviter les maladies hydriques.



Travaux pour la pose des tuyaux du Mont Goma à Birere.

« Ici à Goma, nous souffrons énormément pour avoir de l'eau. A moins d'habiter dans une parcelle des quartiers riches, nous devons envoyer des gens puiser au lac moyennant 1000 francs congolais (1,1 dollars US) pour 100 litres ». Cette préoccupation de Kavira, femme de ménage, est partagée dans de nombreux quartiers de Goma.

Le réseau détruit par le conflit

Goma est la capitale de la province du Nord Kivu, à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Cette région subit de plein fouet les effets du conflit depuis 20 ans maintenant. Les dix dernières années, la ville a connu un important boom démographique, notamment avec l'afflux de centaines de milliers de déplacés fuyant l'insécurité dans les zones rurales. D'une petite bourgade sur les rives du Lac Kivu, Goma est ainsi progressivement devenue le plus important centre urbain de la région. En 2002, l'éruption du volcan Nyiragongo détruit une bonne partie de la ville. Le réseau de distribution d'eau de la ville n'est pas épargné : c'est le début du calvaire pour la population, déjà confrontée aux conséquences néfastes de la guerre. La peur de construire sur les itinéraires de la lave pousse les habitants à étendre la ville vers l'Ouest. La cité s'étend désormais à perte de vue avec de nouveaux quartiers. Le problème n'est plus seulement de refaire l'ancien réseau mais de construire un nouveau système, plus adapté aux besoins de la nouvelle ville qui accueille depuis des années des déplacés et où l'eau devient plus rare.

« Ici à Goma, nous souffrons énormément pour avoir de l'eau. A moins d'habiter dans une parcelle des quartiers riches, nous devons envoyer des gens puiser au lac moyennant 1000 francs congolais (1,1 dollars US) pour 100 litres »

Le Comité International de la Croix Rouge a alors entrepris, en partenariat avec la REGIDESO, la société de distribution d'eau en RDC, et l'ONG internationale Mercy Corps de renforcer le réseau d'eau à Goma. Deux nouvelles installations seront bientôt terminées : l'une au bord du lac pour en pomper l'eau, la désinfecter avec du chlore et une autre sur la colline la plus élevée de la ville afin de renvoyer l'eau pompée vers deux grandes citernes situées au Nord, mais aussi vers un réservoir à l'est. Ce dernier sera alimenté grâce à une nouvelle conduite en cours d'installation par le CICR. Selon Déo Kizibisha Kabyona, Directeur de la REGIDESO au Nord



Christian Katsuya/CICR

Station de pompage Lac. En arrière-plan, les nouveaux tuyaux posés par le CICR. (Goma, RD Congo)

Kivu, « une fois terminé, cet ouvrage permettra d'alimenter en eau les quartiers au Nord de la ville comme Majengo, Katoy et Kibwe, celui de Birere à l'Est et celui de Katindo un peu plus à l'Ouest grâce à la puissante machinerie qui est en train d'être installée. »

Ce projet est ainsi l'un des plus importants menés par le CICR en RDC. Selon Bonane Cikola, Assistant au département Eau et Habitat, « le débit sera trois fois plus puissant. L'ancienne usine, d'une capacité de 300 mètres cubes par heure, sera renforcée par une nouvelle de 1000 mètres cube par heure », augmentant grandement la capacité de la REGIDESO à alimenter toute la ville.

Approvisionner huit cent mille personnes

L'eau est en effet une denrée rare à Goma. Pour s'approvisionner, la population se rend au lac ou profite de la pluie. A plusieurs reprises des cas de choléra ont été signalés. Le camp Katindo par

exemple, situé dans l'un des quartiers les moins alimentés en eau est considéré en état d'épidémie permanente de choléra. Juvénal, habitant du quartier Katindo, place beaucoup d'espoir en ce projet. « Je suis raccordé au réseau mais faute d'une pression suffisante, il n'y a jamais d'eau au robinet. Avec les grosses machines et les gros tuyaux que le CICR est en train d'installer, nous pensons que l'eau va désormais couler dans nos robinets, même ici à Katindo, nous avons repris espoir. », déclare-t-il.

A la fin de ces travaux qui se seront étalés sur 4 ans pour une contribution du CICR estimée à 1'500'000 dollars, c'est une population de plus de 800'000 personnes qui pourra être desservie. Quant à ceux qui n'ont pas de raccordement dans leurs parcelles, ils pourront s'approvisionner aux bornes fontaines installées dans différents points de leurs quartiers. ■

Christian Katsuya
Assistant communication terrain
CICR Goma



Christian Katsuya/CICR

Accès à l'eau potable à Goma. (RD Congo)

Niger : De l'eau pour les migrants en détresse

Chaque année, des milliers de migrants transitent par le Niger. Le long de cette route migratoire, ils doivent parcourir plus de 1000 km dans le désert nigérien où nombre d'entre eux se retrouvent dans le dénuement le plus total et exposés aux aléas du climat dans une zone particulièrement inhospitalière. L'accès à l'eau le long de leur parcours est un des problèmes humanitaires les plus aigus pour les migrants. Tiemoko Ouattara, Coordinateur des programmes « Eau et habitat » du CICR pour le Niger explique les actions menées par le CICR et la Croix-Rouge nigérienne (CRN) afin d'assurer aux migrants, un accès à l'eau durant tout leur parcours.



Niger : Un convoi de migrants sur un camion.

Réhabiliter les puits d'étapes

Selon Tiémoko Ouattara, « les puits d'étapes existent depuis toujours et servaient à assurer le ravitaillement en eau des caravaniers et autres expéditions dans le désert. Avec le phénomène migratoire vers la Libye et l'Algérie, de plus en plus de personnes ont eu besoin de s'approvisionner à ces puits généralement traditionnels causant une surexploitation et occasionnant un tarissement précoce. »

C'est le cas du puits de Yat, situé à 220 km au nord de Dirkou et à plus de 1800 km de Niamey. Construit il y'a plus d'une trentaine d'années, il est constitué juste d'une paroi creusée dans un sol so-

lide avec un diamètre de 1 mètre, une profondeur totale de 2.80 mètre et un niveau statique de 2.30 (soit une hauteur d'eau de 50 centimètres). « Mais ce puits est incapable de satisfaire les besoins en eau des migrants du fait de son tarissement fréquent causé par sa surexploitation et un ensablement récurrent » explique T. Ouattara.

En 2013, le CICR a procédé à la réhabilitation de ce puits et décidé également d'en construire un nouveau, plus moderne, cimenté et à grand diamètre. « Ce renforcement a permis d'alléger la surexploitation sur le premier puits et d'augmenter la quantité d'eau disponible pour les migrants, les voyageurs ainsi que les résidents de la zone » conclue T. Ouattara.

« En 2011, au plus fort du conflit, des dizaines de milliers de migrants fuient la Libye et transitent par Agadez. Afin de soutenir les plus vulnérables d'entre eux, le CICR et la Croix-Rouge nigérienne construisent un centre d'accueil pour migrants à Agadez. »

Entre 2010 et 2013, ce sont finalement 7 puits qui ont été réhabilités par la CRN avec le soutien du CICR. Il s'agit des puits de Lateye, Yéggueba, Siguidine, Yat, Dao Timi, Mafrous et Madama. Grâce à ces travaux, les migrants, les voyageurs et les populations résidentes autour de ces puits ont un meilleur accès à l'eau et pendant toute l'année.

Offrir un abri aux migrants en détresse

En 2011, au plus fort du conflit, des dizaines de milliers de migrants fuient la Libye et transitent par Agadez. Afin de soutenir les plus vulnérables d'entre eux, le CICR et la Croix-Rouge nigérienne construisent un centre d'accueil pour migrants à Agadez. L'objectif étant de fournir à ces migrants en détresse, un abri temporaire, des repas et des soins. Le département « Eau et habitat » est alors sollicité pour construire rapidement des abris temporaires et des infrastructures d'eau et d'hygiène sur un site identifié dans la ville d'Agadez. « Tenant compte du climat de la zone et de la grande chaleur qui y sévit, il est décidé finalement de construire 8 hangars traditionnels pour abriter les migrants ainsi qu'une infirmerie. Ce type de construction fait de feuilles de palmiers tissées, un matériau disponible localement est idéal pour garder la fraîcheur et favoriser une aération optimale » explique Tiemoko Ouattara.

Chaque année des milliers de migrants continuent à transiter par le Niger, certains parviennent à rejoindre la Libye ou l'Algérie, y séjournent ou partent vers l'Europe ; d'autres sont arrêtés en chemin ou sont expulsés. Parmi eux se trouvent des Nigériens, mais aussi des Maliens, des Sénégalais, des Nigériens, ainsi que des Congolais ou des Centrafricains. En 2013, ce sont près de 7'000 migrants qui ont transité par le centre d'accueil d'Agadez mis en place par le CICR et la CRN. ■

Oumarou R.Daddy
Responsable communication
CICR Niamey

Niger : Plus d'eau pour moins de tensions communautaires à Inaza



François Thérien CICR

Le partage de l'eau à Inaza (Niger).

Dans le nord de la région de Tillabéry à l'ouest du Niger, la vie est rude. Le climat est austère et les différentes sécheresses qui se sont succédées ont davantage précarisé l'accès aux ressources naturelles vitales pour l'homme et surtout pour le bétail dans cette zone réputée d'élevage et de transhumance. Ce qui a exacerbé un peu plus les tensions entre communautés. Ici se retrouvent des éleveurs peulhs et touaregs, du Niger et du Mali, qui se déplacent au gré des saisons, en quête de fourrage et d'eau pour le bétail.

Dans cette zone frontalière avec les régions du nord Mali où sévit un conflit armé, l'accès au pâturage et à l'eau pour le bétail a été la cause de nouvelles violences entre communautés de part et d'autre de la frontière.

A Inaza, à la frontière entre le Mali et le Niger, zone pastorale par excellence, le CICR a réhabilité un puits pastoral afin d'améliorer l'accès à l'eau aux populations et à leur cheptel.

« Ce sont plusieurs dizaines de milliers d'animaux dont en moyenne 5'000 gros ruminants (boeufs, dromadaires et ânes) qui s'abreuvent chaque jour au puits d'Inaza. La réhabilitation de ce puits va considérablement améliorer l'accès à l'eau et en quantité suffisante. » selon Tiemoko Ouattara, ingénieur hydraulicien au CICR.

Ce qui a eu pour effet de réduire les tensions entre les différentes communautés. Une conséquence heureuse car ce puits d'une profondeur de 80 mètres, est le seul productif dans un rayon de 30 kilomètres.

A terme, une vingtaine de puits pastoraux sont en cours de réhabilitation ou construction par le CICR dans les zones nord des régions de Tillabéry et Tahoua.

Grema Ari Zarma
Assistant communication
CICR Niamey

Côte d'Ivoire : La promotion de l'hygiène favorise la cohésion sociale

Avec l'aide de la Croix-Rouge, certaines communautés en milieu rural ont mis en place de manière participative des mesures d'hygiène. La conséquence inattendue a été le renforcement de la cohésion communautaire.



Travaux d'aménagement villageois (photo d'archives).

Koffikro est une bourgade d'environ 1'500 habitants située au centre-ouest de la Côte d'Ivoire où la population vit principalement de la culture du cacao dont le pays est le premier producteur mondial. 80 pour cent des foyers ruraux disposent d'animaux domestiques. Certains ont des dizaines de têtes pour pallier le manque de terres cultivables, alors que les pâturages se font plus rares ou inexistantes dans les environs.

« Depuis que j'ai été sensibilisée, je vis désormais en parfaite harmonie avec mes voisins qui ne se plaignent plus de mes moutons. »

Sensibilisation sur les maladies diarrhéiques

Des équipes du département Eau et habitat du CICR, accompagnées de volontaires de la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire se sont rendues compte que les pratiques d'hygiène et les conditions sanitaires pouvaient être améliorées à Koffikro. Un projet de promotion de l'hygiène rural (PHR) a donc été réalisé avec les communautés.

Les équipes de la Croix-Rouge ont commencé par une sensibilisation sur la défécation à l'air libre et les mesures sanitaires d'accompagnement.

Coulibaly Lona, un des « points focaux » du PHR explique que les volontaires de la Croix-Rouge ont

mené la sensibilisation avec humour et empathie. « *Ceux qui ne voulaient pas changer leurs habitudes ont eu droit à des histoires sur les dangers de la défécation cette pratique favorise la propagation de nombreuses maladies dont des diarrhées particulièrement mortelles chez les jeunes enfants.* », souligne Coulibaly Lona. Il révèle fièrement qu'après des mois de suivi intense, la majorité des ménages a spontanément commencé la construction de latrines familiales. A Koffikro, quand on se promène, on s'aperçoit que chacune des maisons est effectivement dotée d'une construction en briques et en paille. Le PHR a permis de briser un tabou et a proposé des solutions nouvelles aux problèmes d'hygiène rurale.

Une autre mesure d'assainissement est le débroussaillage mené autour des maisons qui permet de diminuer les risques de morsures par des reptiles. En outre, les maisons ne sont plus aussi vulnérables aux feux de brousse.

Autrefois, les animaux domestiques étaient libres et souillaient facilement les récipients d'eau potable et de nourriture, ce qui provoquait des maladies diarrhéiques, explique-t-il.

La cohésion sociale par l'hygiène

« *Grâce aux séances de sensibilisation, les éleveurs ont maintenant pris conscience du problème et ont construit des enclos. Aujourd'hui, les animaux parqués dans les enclos ne peuvent plus transmettre de maladies aussi facilement qu'avant lorsqu'ils étaient en stabulation libre* », ajoute Koffi Kouma.

Les activités du CICR aident les populations à rester en bonne santé, mais contribuent aussi à la paix sociale. Auparavant, le manque de pâturages était la cause d'intrusions de troupeaux dans les champs ce qui provoquait de violents incidents entre éleveurs et agriculteurs. Selon Koffi Kouma, le nombre d'incidents étaient de plus en plus nombreux et on enregistrait une soixantaine de conflits par année avec comme conséquence, des destructions d'habitations et morts d'animaux domestiques. « *C'est un problème très sérieux que le CICR vient de régler en réduisant ainsi les sources de conflits* », soutient-il.

Tous les matins la dame Coulibaly Korotoumou va chercher de l'herbe fraîche pour ses cinq moutons désormais parqués dans l'enclos qu'elle a construit. « *Depuis que j'ai été sensibilisée, je vis désormais en parfaite harmonie avec mes voisins qui ne se plaignent plus de mes moutons* », raconte-t-elle fièrement.

Grâce à cette initiative de la Croix-Rouge, les communautés se parlent à nouveau et les relations de bon voisinage se sont nettement améliorées dans le village de Koffikro. Comme la transmission des maladies hydriques a diminué, les communautés sont motivées à poursuivre leurs efforts pour améliorer l'hygiène de leur environnement en prenant soin d'utiliser les latrines et d'entretenir les enclos. ■

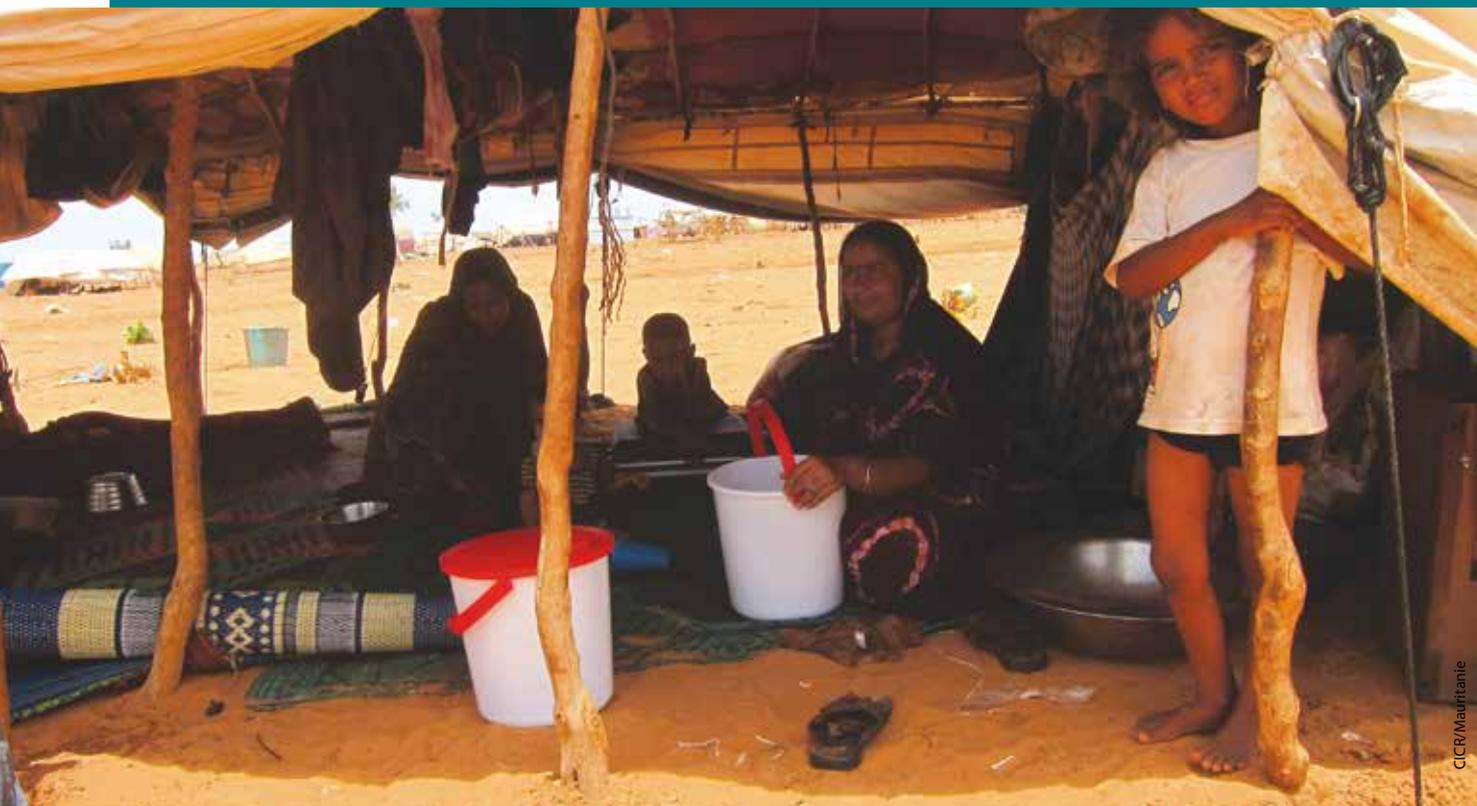
Saint-Tra Bi, CICR Abidjan



Travaux d'aménagement villageois (photo d'archives).

Mauritanie : De l'eau potable pour les détenus et les réfugiés maliens

Accéder à l'eau potable est une préoccupation quotidienne pour les réfugiés ayant fui le conflit au Mali ainsi que les bergers nomades des territoires déserts. Eau et équipements d'installation sanitaires ont été mis à leur disposition grâce aux projets du CICR en Mauritanie. Le programme Wathab (eau et habitat) cible également les détenus pour soulager les conditions de vie en prison.



Une famille de réfugiés au Camp de Mbéra (photo d'archives).

Programme « Wathab » et détention

Un effort conjoint du CICR et des autorités Mauritanienne (ministère de la Justice, ministère de l'Habitat et de la protection nationale) a mené au développement d'un plan pour l'amélioration de l'infrastructure et des conditions de vie carcérales. 1750 personnes détenues étaient ciblées et un programme de réhabilitation des nouvelles prisons d'Aleg et de Nouadhibou a été élaboré avec le ministère de l'Habitat, du Développement et la Planification urbaine.

Le CICR s'occupe de l'eau, des installations sanitaires et d'une meilleure aération des cellules et de l'électricité. Le ministère de l'Habitat est chargé de l'extension de certaines parties comme la construction des murs... et toutes les installations de sécurité. Les deux projets achevés dans la première moitié de 2014 visent à réduire le surpeuple-

ment des prisons de Nouakchott. 500 détenus ont été réinstallés dans les nouvelles installations qui profiteront aussi à 158 détenus à Nouadhibou et 198 à Aleg.

Plusieurs projets de réhabilitation (eau et systèmes d'évacuation, électricité, cuisine, aération etc.) ont entraîné l'amélioration des conditions de 881 détenus à la prison de Dar Naim dans la capitale (y compris 30 détenues), 154 à la prison centrale de Nouakchott et 65 à la prison de Rosso située au sud du pays.

Une nouvelle cellule chargée de la maintenance et de l'hygiène a été érigée dans le but d'examiner les conditions de vie carcérale et éviter la dégradation de celles de plus de mille détenus disséminés dans trois prisons. Ce programme couvrira tous les établissements pénitentiaires mauritaniens.

Soutien aux réfugiés Maliens en Mauritanie

Des centaines de réfugiés fuyant la crise armée au Mali se sont retrouvés en Mauritanie. Le camp de Mbera en a rassemblé environ 120.000 à l'aube de la crise. Plusieurs ONG et des entités des Nations Unies ont fourni du matériel pour des abris et de la nourriture. Et le CICR a fourni l'eau et des équipements d'installation sanitaires aux organisations actives dans la localité après une mission d'évaluation au sud-est de la Mauritanie en 2012. Ce don a amélioré l'approvisionnement des réfugiés en eau (près de 60.000 personnes à la fois). En 2013, plus de 12.000 réfugiés ont de nouveau accédé à l'eau à la suite de l'aide apportée par le CICR à une ONG en réparant leur système d'approvisionnement en eau.

Centre de santé de Bassikounou (sud-est)

Les réfugiés Maliens dans les camps du sud-est de la Mauritanie font face à de dures conditions liées à l'insatisfaction de besoins de plus en plus croissants (nourriture, articles non alimentaires, eau et équipements sanitaires etc.). Auprès des communautés locales, le CICR a évalué les conditions de vie au camp de M'bera où vivent toujours environ 52.000 réfugiés. A cette fin, les capacités du centre de santé de Bassikounou ont été augmentées de 4 à 20 lits. Une maternité et deux salles d'hospitalisation pour hommes et femmes ont été ajoutées.

Approvisionnement en eau potable

Pour les bergers nomades dont beaucoup de réfugiés, abreuver le bétail pouvait être un véritable casse-tête. Ceci mène certains à utiliser des points d'eau environnants pour leurs animaux entraînant une surexploitation des sources d'eau des communautés locales. Le manque d'abreuvoirs a saturé le



Vue générale du Camp de Mbéra (photo d'archives)

...système et exposé la source d'eau à des risques de contamination.

Un plan d'action conjoint CICR-Ministère de l'Hydraulique a rendu possible l'accès à l'eau par l'extension ou la réhabilitation des sources existantes pour la communauté et les bergers. La mise en œuvre complète est prévue en fin 2014. La quantité d'eau potable a alors augmenté pour 15.000 personnes habitant Bassikounou et est passée de 7 litres par jour en moyenne à 20 litres par jour pour chaque personne.

Sensibilisation sur l'hygiène

Une attention particulière a été accordée à l'aspect hygiène du projet dans cette zone rurale. Des sessions de sensibilisation ont été alors menées en rapport avec les pratiques générales d'hygiène, la conservation et la gestion de l'eau, la cohabitation avec les animaux, la protection de l'eau, le contrôle des vecteurs, et la transmission de maladies hydriques... ■

Hamzatou DIAGANA
Responsable de la communication
Délégation CICR Mauritanie



Distribution de matériel aux réfugiés du camp de Mbéra par les volontaires du Croissant-Rouge mauritanien.

« ... La Puissance détentrice fournira aux prisonniers de guerre évacués de l'eau potable et de la nourriture en suffisance ainsi que les vêtements et les soins médicaux nécessaires. »

Article 20, IIIe Convention de Genève de 1949



Alyona/CICR



CICR

2010.0179/001 11.2014 2000